

Geert Bourgeois pro bable ministre-Président flamand

■ Le CD&V Kris Peeters doit reporter son ambition sur le poste de Premier ministre belge.

Les négociateurs flamands progressent en ahanant. En 2009, tout avait été plié avant la fête flamande du 11 juillet. L'accord de majorité avait été approuvé par le parlement flamand le 15 juillet, permettant ainsi à la Flandre d'avoir un gouvernement avant la fête nationale belge. Pour le symbole.

Mais, cette fois, la course contre la montre est serrée. Les négociateurs N-VA et CD&V ont bien tenté de faire atterrir leur négociation pour le 11 juillet. Ce délai s'est vite avéré impossible à tenir. Les divergences à aplanir et les incertitudes à lever sont trop nombreuses, trop lourdes.

Il n'est d'ailleurs pas certain que la Flandre disposera d'un gouvernement avant le 21 juillet. Ce que le chef de file de la N-VA Bart De Wever trouverait manifestement regrettable. Vendredi soir, à l'occasion des cérémonies du 11 juillet dans sa ville d'Anvers, le patron des nationalistes flamands a estimé que l'accord de gouvernement devait idéalement tomber en début de semaine.

Cette sortie a cependant été mal perçue par le CD&V. Les sociaux-chrétiens n'ont pas l'habitude d'être traités comme cela. *"Si un président pose des deadlines, c'est à lui de faire en sorte de trouver toutes les solutions"*, a grommelé ce week-end Kris Peeters, le chef de file des négociateurs CD&V.

L'une des pierres d'achoppement, c'est le budget des prochaines années. Il faudra tenir compte notamment des nouvelles compétences qui sont transférées dans le cadre de la sixième réforme de l'Etat sans la totalité des moyens y afférant. C'est une pomme de discorde entre les deux futurs partenaires.

Le CD&V avait appuyé cette réduction des moyens. La N-VA s'y était opposée. Elle doit pourtant maintenant s'y plier, ce qu'elle ne fait qu'à contrecœur.

D'autant que le CD&V est gourmand.

Face à une N-VA très à droite, le CD&V doit donner des gages à son aile gauche. Il refuse que l'on taille dans les budgets sociaux, dont l'essentiel des compétences était détenu sous la précédente législature par Jo Vandeurzen étiqueté mouvement ouvrier chrétien.

Une autre cause d'incertitude vient cependant d'être levée : Kris Peeters n'est plus dans la course pour la ministre-Présidence flamande. Bien conscient du rapport de force défavo-

rable face à la N-VA, le futur ex-ministre-président flamand reporte désormais son ambition sur le "16, rue de la Loi", qu'il ne gagnera cependant que si le "lointain cousin" CDH revient à la table des négociations fédérales.

La répartition des postes

Le casting flamand est en train de se constituer. Comme ministre-président, c'est Geert Bourgeois qui tient la corde. Ce dernier a plus de légitimité auprès des membres de la N-VA que l'autre prétendante Liesbeth Homans. La protégée de Bart De Wever héritera cependant d'un poste important au sein du gouvernement flamand. Philippe Muyters et Ben Weyts seront également de l'aventure. La députée Elke Sleurs est donnée favorite comme cinquième ministre N-VA.

La très populaire Hilde Crevits deviendra la chef de file du CD&V au sein du gouvernement flamand. Le ministre sortant Jo Vandeurzen l'accompagnera à coup sûr. Pour les autres noms, c'est moins évident. Si le CD&V obtient cinq portefeuilles, la ministre sortante Joke Schauvliege devrait remplir. Sinon, elle risque d'être doublée par Koen Van den Heuvel – car le CD&V a intérêt à avoir au moins un Anversois dans le gouvernement flamand. Le CD&V fournira aussi le ministre bruxellois de l'exécutif flamand. Il choisira entre l'ex-ministre fédéral Steven Vanackere ou une jeune pousse, Benjamin Dalle.

V.R.

"Si un président pose des deadlines, c'est à lui de trouver les solutions."

KRIS PEETERS (CD&V)